

L'agroécologie, la nouvelle « révolution verte »

Alternatives Economiques



SEPTEMBRE 2013 | NUMERO 327 BIS

www.alternatives-economiques.fr



**Des alternatives
pour nourrir le monde**

www.cfsi.asso.fr

L'autre regard sur l'économie et la société

CHAQUE MOIS, ALTERNATIVES ECONOMIQUES C'EST :

- > **Le suivi complet de l'actualité économique et sociale** en France, en Europe et au niveau international
- > **Des enquêtes et des entretiens** pour vous informer de tout ce qui bouge, sans oublier pour autant ce qui ne change pas, ou pas assez vite
- > **Des synthèses** rédigées par les meilleurs spécialistes, afin de faire le tour des questions qui font débat
- > **Un éclairage unique** sur toutes les alternatives qui contribuent à rendre le monde plus juste



ALTERNATIVES ECONOMIQUES C'EST AUSSI

4 hors-série par an qui font le point sur des questions d'actualité ou qui proposent des synthèses indispensables.

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne à Alternatives Economiques pour un an (11 numéros + 4 hors-série)

- Je m'abonne au tarif particulier de **53 € seulement** au lieu de 73,50 € (prix au numéro), soit plus de **27 %** de réduction.
- Je m'abonne au tarif étudiant* de **45 € seulement** au lieu de 73,50 € (prix au numéro), soit plus de **38 %** de réduction.

Avec mon abonnement, j'accède gratuitement aux ressources en ligne sur www.alternatives-economiques.fr

→ **Ci-joint mon règlement** par chèque bancaire ou CCP à l'ordre d'Alternatives Economiques

* Merci de joindre un justificatif.

A retourner

avec ce bon de commande à :
Alternatives Economiques
Abonnements,
12 rue du Cap Vert
21800 Quetigny

Nom _____

Prénom _____

Courriel _____

Adresse _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnez-vous directement

par téléphone au 03 80 48 10 40
(carte bancaire uniquement)

ou en ligne sur
www.alternatives-economiques.fr
(paiement sécurisé)

AE327bis

Offre valable jusqu'au 31/12/2013 et réservée aux abonnés de la France métropolitaine.
Conformément à la réglementation de la CNIL, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant.

Fondateur : Denis Clerc

Editorialiste : Philippe Frémeaux (28 90)

RÉDACTION : 28 rue du Sentier 75002 Paris, tél. 01 44 88 28 90

Courriel : redaction@alternatives-economiques.fr

Pour joindre directement votre correspondant, composez

le 01 44 88 suivi des quatre chiffres entre parenthèses.

Directeur de la rédaction : Thierry Pech (28 90)

Rédacteur en chef : Guillaume Duval (28 92)

Rédacteurs en chef adjoints : Sandra Moatti (95 36),

Christian Chavagneux (27 38)

Secrétaire général de la rédaction : Daniel Salles (28 98)

Macroéconomie : Christian Chavagneux, Sandra Moatti

Entreprise : Marc Chevallier (27 39)

Société : David Belliard (95 39), Claire Alet (23 86)

Manuel Domergue (95 91), Nairi Nahapétian (23 85)

Consommation : Claire Alet (23 86)

Travail, social : Laurent Jeanneau (95 38), Camille Dorival (28 99)

International : Antoine de Ravignan (95 92)

Histoire : Gérard Vindt

Livres : Christian Chavagneux (27 38)

Ecrans : Igor Martinache

Blogs éco : Gilles Raveaud

Agir, agenda : Manuel Domergue (95 91)

Ont également participé à ce numéro : Hélène Basquin,

Mathilde Bonnard, Bineta Gagne, Isabelle Duquesne, Pascal Erard,

Laurence Estival,

Secrétariat de rédaction, iconographie : Martine Dortée (27 37),

Nathalie Zemmour-Khorsi (28 96), Francis Gimelot (58 83)

Relations extérieures, association des lecteurs :

Véronique Orlandi (95 90), Hélène Creix (28 94),

Marie-Fernande Moussaou (28 90)

Rédaction Web : Manuel Domergue (95 91)

Développement Web : Romain Dortier

Directeur du développement : David Belliard (95 39)

Directrice commerciale : Hélène Reithler (27 33)

Chargée de promotion diffusion : Aïssata Seck (28 97)

Assistante marketing : Marianne Thibaut (58 81)

L'Autre région

PUBLICITÉ : L'autre région

28, rue du Sentier 75002 Paris, www.lautre-regie.fr

Directeur de régie : Jérémie Martinet (27 34)

Directrice de clientèle : Anne Pichonnet (28 93)

Chef de publicité (formation) : Florian Makiza (98 74)

RELATIONS CLIENTS, FABRICATION

12, rue du Cap-Vert 21800 Quétigny

Tél. 03 80 48 10 25 - Fax 03 80 48 10 34

Relations clients : Delphine Dorey (chef de service),

Stéphanie Claudel (adjointe),

Colette Aubertin, Lucia Bonvin, Marilyn Fleutot, Isabelle Glauser,

Philippe Glommeau, Claude Pettinaroli, Yolande Puchaux, Laure Trillo

Courriel : abonnements@alternatives-economiques.fr

Directeur administratif et financier : François Colas

Comptabilité : Zineb Hemairia, Odile Villard

Maquette, infographie : Odile Al Daghestani, Marie-July Berthelier,

Christine Martin, Christine Mormand

Conception graphique : Rampazzo et associés (Paris)

Couverture : photo : Susan Beccio/Ifad

Imprimerie : Léonce Déprez (62620 Ruitz)

Inspection des ventes (dépositaires et diffuseurs) :

Destination média, tél. : 01 56 82 12 06

Diffusion : En kiosque : Presstalis

En librairie : Dif pop, 81 rue Romain Rolland,

93260 Les Lilas tél. 01 43 62 08 07, fax 01 43 62 07 42

Edité par Scop-SA Alternatives Economiques.

RC 84 B 221 Dijon, Siret 330 394 479 00043.

Le capital est partagé principalement entre les salariés de la Scop-SA,

l'Association des lecteurs d'Alternatives Economiques et la Société civile

des lecteurs d'Alternatives Economiques.

Directeur des publications,

président du conseil d'administration : Thierry Pech

Directrice générale adjointe : Camille Dorival

CPPAP : 0314 184446 - ISSN : 0247-3739

Dépôt légal : à parution

Imprimé en France/Printed in France

sur papier composé de fibres certifiées FSC.

© Alternatives Economiques. Toute reproduction, même partielle, des textes, infographies et documents parus dans le présent numéro est soumise à l'autorisation

préalable de l'éditeur, quel que soit le support de la reproduction. Toute copie destinée

à un usage collectif doit avoir l'accord du Centre français du droit de copie (CFC) :

20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. : 01 44 07 47 70, fax : 01 46 34 67 19.



Utopie ? Non, réalisme

L'année 2013 a mis une fois de plus en évidence les dérèglements d'un système agroalimentaire mondialisé. A la confusion habituelle sur la provenance géo-

graphique des aliments, s'est ajouté cette année le scandale des plats cuisinés à base de viande de cheval, alors que l'étiquette mentionnait « bœuf ». Et au moment même où l'Europe entière dénonçait cette vaste fraude, la Commission européenne proposait la réintroduction des farines animales pour l'alimentation des animaux d'élevage. Ce manque de transparence et de cohérence est corrélaté à une industrialisation croissante, « du champ à l'assiette », qui passe pour inéluctable.

Ailleurs dans le monde, le développement économique et l'émergence des classes moyennes poussent de même à l'industrialisation et à la mondialisation des systèmes agroalimentaires, alors que les crises induites par ces orientations ne font que se multiplier. De plus en plus nombreux sont les acteurs des sociétés africaines, asiatiques ou sud-américaines qui dénoncent un modèle où les paysans ne peuvent plus vivre de leur travail et où la population se nourrit d'importations massives à bas prix. Un modèle économique qui passe pour incontournable. Et pourtant...

Au Nord comme au Sud, des agriculteurs, des citoyens et des responsables locaux s'engagent dans des ini-

tiatives alliant production d'aliments de qualité et reconquête des marchés par une agriculture familiale durable. Ils démontrent ainsi que d'autres modèles de développement agricole sont viables, à des échelles plus ou moins grandes, et qu'une transition écologique et sociale est possible.

Ainsi, en Afrique de l'Ouest, les organisations paysannes se montrent très mobilisées par un enjeu majeur : promouvoir une agriculture familiale durable qui puisse nourrir les villes. Ceci suppose de relocaliser la production agricole et alimentaire au lieu de l'importer en masse et d'en améliorer la productivité tout en préservant les ressources naturelles.

Le mouvement vers une transition agricole et alimentaire ne consiste pas seulement à multiplier des alternatives éparées, à côté du modèle actuel. Il nourrit la perspective d'une véritable transformation de ce système dominant, avec une vision concrète des résultats à atteindre.

Il mise sur le déploiement de nombreuses actions complémentaires, initiatives collectives et interventions publiques, pour une meilleure prise en compte des territoires. Les enjeux clés de ce changement sont avant tout la défense de la souveraineté alimentaire et le droit à une alimentation saine pour tous, la promotion de l'emploi agricole, ainsi que l'autosuffisance énergétique et la préservation des ressources naturelles. Comment ne pas y adhérer ? ■

* Délégué général du Comité français pour la solidarité internationale.

PAR
JEAN-LOUIS VIELAJUS*



Au Nord comme au Sud, fleurissent des initiatives alliant production de qualité et reconquête des marchés par une agriculture familiale durable



Anne-Françoise Tsiéne

Maraîchage périurbain à Cotonou (Bénin). 5 000 paysans béninois ont suivi une formation sur les techniques alternatives à l'agriculture « moderne ».

SECURITÉ ALIMENTAIRE Insoutenable, le système agricole actuel ne pourra pas nourrir la planète en 2050. Des expériences alternatives essaient dans le monde entier, mais les généraliser suppose de lever bien des obstacles.

NOURRIR LE MONDE AUTREMENT

Installés en 1997 sur dix hectares près de Porto Novo, dans le sud du Bénin, Yves et Angélique s'appliquent à reproduire les techniques qu'ils ont apprises tout près de chez eux, à la ferme-école de Songhaï. « *Rien ne se perd, tout se transforme* », résume Yves. Comme 5 000 autres paysans, ils ont suivi un programme de dix-huit mois dans ce « laboratoire » unique en son genre, où sont mises au point des alternatives à l'agriculture « moderne », gavée de produits phytosanitaires et autres engrais chimiques.

Les différentes activités du centre Songhaï, créé en 1985 par le prêtre dominicain Godfrey Nzamujo, forment sur 17 hectares un système intégré : tandis

que les résidus des cultures sont récupérés pour fabriquer des granulés destinés aux poissons d'élevage, les déjections du bétail servent à fertiliser les rizières ou à fournir de l'énergie via des cuves à méthane. Les produits de cette ferme-école sont vendus sur place et les bénéfices réinvestis dans l'amélioration des équipements. Fort de ses résultats, Songhaï, qui a déjà ouvert des centres au Togo et au Nigeria, est une expérience qui fait référence en Afrique de l'Ouest et au-delà.

Des techniques écologiques

Les initiatives de ce type, qui obéissent aux principes de l'agroécologie – respecter les équilibres de la nature et en valoriser les ressources –, se multiplient

partout sur la planète. Au Nord comme au Sud, la culture sans labour ne cesse de faire de nouveaux adeptes. Cette méthode consiste à laisser sur le sol pailles et autres résidus de récolte. Ce couvert végétal retient l'eau et limite le ruissellement, tout en constituant un engrais vert qui enrichit la terre.

L'agroforesterie a elle aussi le vent en poupe. Il s'agit de profiter de l'ombrage des arbres pour limiter les besoins en eau des cultures, tout en fertilisant les sols grâce à la décomposition des feuilles tombées des arbres. A la suite de la crise alimentaire provoquée en 2005 par une grave sécheresse, le gouvernement du Malawi a ainsi lancé un programme national d'agroforesterie. En 2009, sur les parcelles converties à cette culture sous couvert, les rendements de maïs étaient passés d'une à deux, voire trois, tonnes par hectare.

Une autre technique, le *push-pull*, commence également à gagner du terrain. Du Kenya à l'Amérique du Sud, en

passant par les Etats-Unis, nombre de producteurs de maïs, de pommes de terre ou de fraises sèment désormais entre les rangs des plantes qui repoussent (*push*) ou attirent et piègent (*pull*) certains insectes ravageurs, tout en étouffant les mauvaises herbes. En France aussi, les agriculteurs innovent : « 20 % d'entre eux expérimentent des méthodes agroécologiques », estime l'agronome et économiste Michel Griffon, l'un des promoteurs du concept d'agriculture « *écologiquement intensive* ».

Des résultats encourageants

Ces méthodes séduisent d'autant plus que les résultats sont au rendez-vous. Analysant 286 projets récents d'agriculture durable, couvrant 37 millions d'hectares dans 57 pays pauvres (soit 3 % des terres cultivées dans les pays en développement), une équipe de l'université d'Essex, au Royaume-Uni, a constaté une augmentation moyenne des récoltes de 79 % (1). Un chiffre qui s'élève à 116 % en Afrique et même à 128 % en Afrique orientale. Seul bémol : « *Toutes ces techniques nécessitent un surcroît de travail* », rappelle Hervé Guyomard, chercheur à l'Inra et l'un des auteurs d'un rapport sur le sujet remis en mai dernier au ministre de l'Agriculture (2). En effet, il n'y a pas de solution standard et il faut trouver, pour chaque situation, la meilleure interaction possible entre les plantes, les sols, les insectes... « *Raison pour laquelle les agriculteurs des pays du Nord hésitent encore à franchir le pas, d'autant plus que dans un premier temps, en raison d'une nécessaire période d'adaptation, ils enregistrent de moins bons résultats* », ajoute le chercheur.



Ferme-école agroécologique de Songhaï (Bénin). « Rien ne se perd, tout se recycle. »

L'ABUS DE VIANDE EST DANGEREUX POUR LA PLANÈTE

En un demi-siècle, la consommation de viande de la planète a connu un développement fulgurant. Elle est passée de 23 à 42 kilogrammes par an et par habitant en moyenne, avec bien sûr d'énormes disparités entre pays riches et pays pauvres. Pour l'avenir, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) anticipe une consommation moyenne de 45,8 kg par habitant dans seulement dix ans. Une hausse principalement imputable à la généralisation dans les pays émergents, à la suite des pays occidentaux, de régimes alimentaires riches en protéines animales.

Cette croissance n'est pas soutenable. D'abord, elle contribue au changement climatique. Le méthane (produit par la digestion

des animaux d'élevage) et l'oxyde d'azote (résultant de leurs déjections) seraient responsables de 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue). Ensuite, et surtout, la généralisation du niveau de consommation de viande atteint dans les pays riches constitue une menace pour la sécurité alimentaire mondiale : plus d'un tiers de la récolte de céréales sert aujourd'hui à nourrir les animaux. En prolongeant la tendance actuelle, cette proportion pourrait atteindre 50 % en 2050. Sachant que les populations des pays les plus pauvres peuvent légitimement aspirer à une alimentation plus riche en protéines animales, l'équation à résoudre est redoutable. ■

En revanche, dans les régions les plus pauvres, où l'on part de rendements très faibles, l'utilisation des potentialités de la nature a des effets positifs immédiats. « *Ce qui n'empêche pas que les résistances au changement y soient aussi puissantes qu'ailleurs* », fait observer Matern Maetz. Ce spécialiste des politiques agricoles, animateur du site Internet « La faim expliquée » (3), pointe du doigt les gouvernements et les organisations internationales, dont le modèle agricole de référence reste encore largement la « révolution verte », lancée il y a cinquante ans.

Non sans quelques arguments : entre 1960 et le début des années 2000, la sélection de races animales à fort potentiel et de variétés à haut rendement, couplée à l'irrigation, à la mécanisation, à l'utilisation de produits chimiques (engrais, insecticides, fongicides...) et à l'agrandissement des exploitations pour favoriser les économies d'échelle, s'est en effet accompagnée d'un accroissement de la production agricole mondiale sans précédent.

Mais aujourd'hui, cette intensification montre ses limites. Les rendements plafonnent, voire dans certains cas régressent, en raison notamment des atteintes à l'environnement : érosion des sols, pollution des nappes phréatiques

par les nitrates, pertes de biodiversité... Dans ces conditions, miser sur ce modèle pour répondre aux besoins de 9,5 milliards d'humains en 2050 est illusoire, dans un contexte où les terres cultivables sont pratiquement déjà toutes mobilisées et où les changements climatiques

devraient accentuer la pression sur les ressources naturelles.

Cette agriculture intensive s'est en outre montrée incapable d'éradiquer la faim, dont deux tiers des victimes sont des paysans pauvres et leurs familles. Disposant de capacités excédentaires, les grandes puissances agricoles ont

encouragé, au cours des trois dernières décennies, la libéralisation des échanges pour gagner des marchés d'exportation, ce qui n'a fait que marginaliser encore plus les petits producteurs du Sud. Ils ont été privés de débouchés face à la concurrence inégale que leur livrent les Etats-Unis et l'Europe (en subventionnant massivement leurs producteurs), et désormais le Brésil (qui tire profit ■■■

L'agroécologie n'est pas seulement un enjeu environnemental, c'est aussi l'un des leviers à mettre en œuvre pour lutter contre la pauvreté

1. « Resource-Conserving Agriculture Increases Yields in Developing Countries », par Jules N. Pretty et alii, *Environmental Science and Technology*, 40:4, 2006, pp. 1114-1119.

2. « Le projet agroécologique : vers des agricultures doublement performantes pour concilier compétitivité et respect de l'environnement », Agreenium-Inra, mai 2013, accessible sur http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Agroecologie_-_Rapport_double_performance_pour_le_MAAF_-_note_principale_et_annexes_-_VF_cle899e18.pdf

3. Voir sur www.lafaimexpliquee.org

■ ■ ■ de ses immenses ressources, mais aussi d'une main-d'œuvre bon marché et de structures foncières marquées par d'énormes inégalités). Ainsi, généraliser l'agroécologie n'est pas seulement un enjeu environnemental. C'est aussi l'un des leviers à mettre en œuvre pour lutter contre la pauvreté, dans la mesure où ces techniques permettraient aux petits agriculteurs d'accroître à moindres coûts leur production pour fournir les marchés locaux. A condition de surmonter de nombreux obstacles.

Prix rémunérateurs et bras de fer

« Grâce à la multiplication d'expériences de semis sans labour ou d'agroforesterie, certains verrous techniques sont en train d'être levés, se félicite Michel Griffon. Cependant, il n'existe pas de recensement de toutes ces initiatives. Pour les améliorer, [il faudrait] favoriser les

échanges de bonnes pratiques entre les réseaux de producteurs engagés dans ces démarches. » L'agronome poursuit : « *Un deuxième point de blocage est le manque de structures de formation et de conseil pour vulgariser ces nouvelles techniques. Enfin et surtout, les efforts consentis par les paysans ne sont pas suffisamment valorisés sur le marché.* » Pour le chercheur, la promotion de l'agroécologie passe par la mise en place de politiques publiques incitatives.

Jusqu'à présent, ces expériences ont largement misé sur la vente directe et les circuits courts pour se développer. Elles ont ainsi cherché à compenser des coûts de production en règle générale plus élevés que dans l'agriculture conventionnelle, en raccourcissant (et si possible en éliminant) la chaîne des intermédiaires entre producteurs et consommateurs. Et en s'attachant une clientèle prête à payer

plus cher pour des produits de qualité, à forte valeur ajoutée. De fait, même si les quantités produites dans ce cadre progressent, Amap (voir page 12) et autres circuits courts restent et resteront des marchés étroits, inaccessibles pour une immense partie des consommateurs, non seulement dans les pays du Sud mais aussi dans les pays du Nord frappés par la crise.

Certes, le développement de la production agroécologique tend à entraîner une baisse de ses coûts, tant au niveau

“ Les efforts consentis par les paysans ne sont pas suffisamment valorisés sur le marché ”

Michel Griffon, agronome et économiste

Les consommateurs en première ligne

Et si la révolution agroécologique passait d'abord par une sensibilisation des consommateurs ? C'est le pari de l'organisation togolaise Oadel (Organisation d'appui à la démocratie et au développement local), partenaire du CFSI. Déplorant l'attitude des urbains, qui préfèrent les

denrées importées aux produits locaux sans se soucier du fait que ce choix entretient la pauvreté dans les villages et pousse à l'exode rural, l'Oadel organise depuis 2005 des « déjeuners solidaires ».

L'association invite ainsi les habitants de Lomé, la capitale, à venir déguster gratuitement des plats à base de riz ou de maïs local, enrichis de sauces parfumées avec herbes et racines récoltées dans les environs. Elle a également édité un guide pour faire la promotion de produits transformés sur place, tels que jus de fruits ou farine de maïs. Les habitants de Lomé peuvent les trouver dans différents points de vente de la ville, comme les supérettes des stations d'essence. L'Oadel prévoit aussi d'ouvrir une boutique-bar-restaurant dans la capitale et envisage la création d'une petite minoterie pour développer les ventes de farines locales.

Enfin, et ce n'est pas la moindre de ses réussites, l'association togolaise a réussi à passer un accord avec l'armée pour que celle-ci s'approvisionne directement auprès de producteurs du pays. Elle sait en effet que, pour faire émerger le marché, peser sur les politiques d'achat des collectivités territoriales et des administrations centrales est capital. ■



Stand de la coopérative Dindann au Togo. Pour inciter les citadins à manger local, il faut adapter l'offre à leurs habitudes alimentaires et élargir la gamme des produits proposés.



Mipca Films

Production bio en Angleterre. Les expériences alternatives misent beaucoup sur la vente directe et les circuits courts pour se développer. Cela ne suffit pas.

des agriculteurs que du côté des structures de commercialisation, ce qui permet d'élargir les marchés. Mais cela ne suffira pas à effacer l'écart par rapport à l'agriculture conventionnelle. Sauf à faire payer à celle-ci ses « externalités », c'est-à-dire son empreinte écologique et les nuisances qu'elle provoque. La question de savoir qui va payer le surcoût

engendré par des modes de production alternatifs reste donc entière.

Dans les pays du Nord, une priorité serait de réviser les modalités d'attribution des aides à l'agriculture, puisque celle-ci est déjà lourdement subventionnée. En Europe, c'était l'un des enjeux de la réforme de la politique agricole commune dont les négociations se sont achevées cet été sans

avancée significative (voir encadré). Autre urgence : imposer aux industries agroalimentaires, vu leur place prépondérante dans la chaîne qui va du champ à l'assiette, de se fournir localement. « *La transition agroécologique dépend de la constitution de filières impliquant les entreprises de transformation comme les distributeurs* », souligne Hervé Guyomard. Mais « *à condition de renforcer le poids des organisations paysannes face aux géants de l'industrie agroalimentaire, si on ne veut pas que les industriels et les distributeurs captent la rente au détriment des producteurs* », s'empresse d'ajouter Marnette Maetz.

Au Sud, la révolution agroécologique se heurte bien entendu à la faiblesse des moyens d'Etats, qui par ailleurs négligent encore très largement leur paysannerie. Mais elle est également bloquée par les règles du commerce international définies à Genève, Bruxelles ou Washington. Si toutes les initiatives qui fleurissent aujourd'hui sur le continent africain peinent à se développer, c'est aussi parce que les gouvernements disposent de droits très limités pour protéger leurs producteurs locaux face aux importations à bas prix. Une révision des règles du jeu est donc incontournable. La relance du cycle de Doha, qui figure en bonne place sur l'agenda de Roberto Azevêdo, le nouveau directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, en fournira-t-elle l'occasion ? ■

LAURENCE ESTIVAL

RÉFORME DE LA PAC : UNE OCCASION MANQUÉE

Afin de légitimer la politique agricole commune (PAC) auprès des Européens, le commissaire à l'Agriculture Dacian Cioloș souhaitait, dans le cadre de la réforme qui sera mise en œuvre à partir de 2014, conditionner un tiers des subventions perçues par les agriculteurs à la mise en place de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Au final, le niveau d'exigence sera assez anodin puisqu'il se limite essentiellement à maintenir une certaine diversité de cultures.

Le député Vert européen José Bové est monté au créneau pour critiquer la disparition, au fil des discussions, de la mise en place obligatoire d'une rotation des cultures. Cela aurait permis une amélioration de la qualité des sols et de réduire la dépendance européenne aux importations de soja sud-américain, en favorisant le semis de plantes fourragères pour nourrir les animaux. « *C'était la mesure centrale pour commencer à sortir*

du modèle agro-industriel », a-t-il dénoncé. Quant aux propositions sur le plafonnement des aides dont bénéficient surtout les grandes exploitations, elles ont été écartées.

Les auteurs du rapport « *Le projet agro-écologique : vers des agricultures doublement performantes pour concilier compétitivité et respect de l'environnement* », rendu au ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll, regrettent pour leur part que « *la PAC qui se dessine ne sera sans doute pas suffisante pour assurer la transition vers l'agroécologie* ». « *La dimension environnement n'est envisagée que comme correction des effets néfastes de l'activité agricole, au lieu d'être vue comme une opportunité de revenus supplémentaires, et donc comme une incitation à aller encore plus de l'avant* », ajoute Hervé Guyomard, pariant toutefois sur une montée en puissance de ces questions pour la prochaine révision de la PAC, qui s'appliquera... à partir de 2020. ■

AGROÉCOLOGIE La « révolution verte », lancée à coups d'engrais chimiques il y a cinquante ans pour éradiquer la faim, est à bout de souffle. Un changement de logiciel s'impose.

LE MALAWI DOIT CHANGER DE RÉVOLUTION VERTE

Après six années de récoltes records, le Malawi, qui a subi en 2011 et 2012 deux rudes sécheresses, manque à nouveau de maïs. Les prix de cette céréale, base de l'alimentation dans ce petit pays d'Afrique de l'Est, sont au plus haut et 2 millions de personnes, sur les 15 millions d'habitants, sont aujourd'hui en situation d'insécurité alimentaire. La faim semblait pourtant avoir été définitivement chassée du Malawi, où le nombre de malnutris est passé de 4,5 millions à 150 000 personnes entre 2006 et 2009.

Ce progrès spectaculaire a été le résultat du plan de relance de l'agriculture lancé au lendemain de la dramatique sécheresse de 2005 par le nouveau président Bingu wa Mutharika, qui en avait fait son grand thème de campagne électo-

Les gliricidias, des arbres qui poussent rapidement et se multiplient facilement par bouturage, sont de véritables usines à engrais

rale. 1,5 million d'agriculteurs ont ainsi bénéficié d'un programme massif d'aide à l'achat d'engrais et de semences améliorées, entraînant un doublement des rendements.

Le « miracle malawien », donné en exemple par la communauté internationale, aura pourtant été de courte durée. Dès 2010, les progrès ont marqué le pas. En effet, l'Etat a eu de plus en plus de mal à financer et à étendre, sans aides étrangères, un dispositif devenu toujours plus coûteux. Non seulement en raison de sa montée en puissance, accroissant le nombre des bénéficiaires, mais aussi à cause de la hausse des prix des engrais et des semences achetés sur les marchés internationaux. En 2009, ce programme qui avait déjà mobilisé 300 millions de dollars depuis son lancement, a absorbé 16 % du budget de l'Etat, contre 8 % en 2007. Par ailleurs, malgré des efforts du gouvernement pour cibler les agriculteurs les plus vulnérables, les aides ont surtout bénéficié aux exploitations de taille intermédiaire. Dernière conséquence et non la moindre, profitant de l'effet d'aubaine, beaucoup d'agriculteurs ont délaissé les autres cultures pour se recentrer sur le maïs. Cette conversion à une monoculture intensive, fondée sur les engrais chimiques, a entraîné

KENYA, UN INSECTICIDE VERT AU SECOURS DU MAÏS

Dans les années 1970, le gouvernement kenyan avait fait de l'introduction de variétés hybrides un axe privilégié de sa stratégie pour augmenter les rendements de maïs. Cette céréale tient en effet une place prépondérante dans l'alimentation de la population. Trente ans plus tard, l'eldorado attendu s'est cependant transformé en catastrophe. Loin d'avoir amélioré leurs résultats, les paysans ont au contraire dû faire face à une prolifération d'insectes ravageurs et de mauvaises herbes développant des résistances aux insecticides et herbicides qui avaient été utilisés.

Dans ce contexte, et après avoir étudié les caractéristiques agronomiques de près de 600 espèces végétales, les chercheurs de l'Inter-

national Center of Insect Physiology and Ecology (Icipe), installé à Nairobi, ont incité les producteurs à planter du desmodium (une plante herbacée) entre les rangées de maïs et du napier (herbe à éléphant) autour des champs. Le desmodium a pour particularité de repousser la pyrale, un papillon dont les larves se nourrissent de la tige du maïs. Quant au napier, il attire les insectes dont il piège les larves grâce à ses feuilles gluantes. Baptisée « *push-pull* » (pousser et tirer), cette technique combine ainsi les vertus protectrices des deux plantes, qui peuvent en outre être récoltées et servir de fourrage pour le bétail. Expérimentée en 2008, cette méthode peu coûteuse a depuis été adoptée par 50 000 paysans en Afrique de



Jonathan Saumier

Pour obtenir de beaux épis, il y a des alternatives aux produits chimiques.

l'Est. Elle a permis de faire passer les rendements de maïs d'une tonne à trois tonnes et demie par

hectare. Fort de cette expérience, l'Icipe poursuit ses recherches pour adapter le *push-pull* au coton. ■



Radhika Chalasani - Ifad

Malawi

- Population* : 15,5 millions
- PIB** : 3,8 milliards de \$
- Croissance du PIB** : 5,5 %
- Espérance de vie à la naissance* : 54,1 ans
- Classement IDH* : 170^e sur 187

* En 2011; ** estimation 2013

Sources : Banque mondiale, Pnud, FMI



Au Malawi, l'intensification de la production de maïs fondée sur la monoculture et les engrais chimiques a entraîné une détérioration des sols.

la détérioration de sols très fragiles, dont la fertilité est désormais menacée.

Expérimentations prometteuses

De retour d'une mission au Malawi en juillet dernier, Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'Organisation des Nations unies pour le droit à l'alimentation, a tiré la sonnette d'alarme. Face à l'impasse où conduit la politique de court terme du gouvernement pour en finir avec la faim, il a rappelé que d'autres voies étaient possibles (1). L'expert cite en exemple l'expérimentation d'agroforesterie à grande échelle lancée dans le pays en 2007 auprès de 180 000 paysans, à l'initiative du Centre agroforestier mondial (2). Les gliricidias, des arbres appartenant à la famille des légumineuses, qui poussent rapidement et se multiplient facilement par bouturage, plantés en bordure des parcelles ou dans les champs, sont de véritables usines à engrais : leurs racines profondes permettent de retenir l'eau et de faire remonter des nutriments dont profitent les cultures, tandis que leurs feuilles tombées au sol fournissent également un excellent engrais vert.

Par ailleurs, ces arbres ont d'autres qualités, comme celles d'apporter de l'ombre ou d'éloigner certains insectes ravageurs. Grâce à cette technique

MALI : LA REVANCHE DES SEMENCES LOCALES

Au lendemain de la flambée des prix des semences, engrais et autres intrants agricoles en 2008, le réseau des horticulteurs de Kayes (RHK), une association d'appui aux producteurs d'oignons, a décidé de changer son fusil d'épaule. « Avec l'aide du CFSI et de la Fondation de France, explique Ibrahim Sarr, directeur du RHK, nous avons lancé un programme de formation des paysans à la production de semences locales améliorées. Ces semences sont deux fois moins coûteuses que les variétés hybrides importées qu'utilisaient la majorité des producteurs. »

Parallèlement, le RHK s'est lancé dans la promotion de techniques, comme le compostage, permettant de diminuer la dépendance des agriculteurs vis-à-vis des engrais importés et d'améliorer leurs revenus. *Idem* pour les produits de traitement : « Nous avons encouragé les pay-

sans à fabriquer des pesticides biologiques à partir du neem [ou margousier], un arbre dont les fruits écrasés et pulvérisés sur les cultures éloignent les moucheron », poursuit Ibrahim Sarr.

Depuis, 23 000 producteurs se sont convertis à ces méthodes. Ils ont nettement gagné au change. Les oignons issus de semences locales ont en effet l'avantage de mieux se conserver que les autres. Résultat, explique Ibrahim Sarr, « la période de commercialisation est passée de trois à neuf mois, si bien que les paysans bénéficient de prix plus rémunérateurs que lorsqu'ils devaient tous écouler leur production en même temps. A certaines périodes, les oignons peuvent se vendre jusqu'à 650 francs CFA le kilo, contre 125 francs CFA en pleine saison. ». Pour améliorer ses résultats, le RHK poursuit des échanges d'expériences avec d'autres associations engagées dans des démarches similaires ailleurs en Afrique. ■

éprouvée par le Centre agroforestier mondial, peu coûteuse pour les agriculteurs qui l'ont adoptée et moins nuisible pour l'environnement que l'utilisation d'engrais chimiques, les rendements ont été multipliés par deux, voire dans certains cas par trois. Cette méthode et d'autres du même type représentent des voies bien plus durables et prometteuses pour éradiquer la faim et la pauvreté que l'agriculture conventionnelle. Mais

à condition que, parallèlement, soient mises en place de véritables politiques agricoles permettant l'accès à la terre et au crédit, assurant des prix rémunérateurs aux paysans et relançant l'investissement dans des moyens de stockage et de transport. ■ **L. E.**

1. Voir sur www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20130722_Malawi_en.pdf

2. Voir le site du World Agroforestry Centre (basé à Nairobi au Kenya) www.worldagroforestry.org



Les éleveuses sénégalaises ont été formées à la fabrication de lait caillé, de yaourts et de fromages.

DÉMONDIALISATION Artisanales, industrielles ou associatives, les laiteries fleurissent dans un pays qui voit se développer rapidement sa production locale, et se réduire sa forte dépendance aux importations.

LE SÉNÉGAL EN PLEINE MONTÉE DE LAIT

Cuir du Niger, beurre de karité du Burkina Faso, tissus de coton du Mali... A Dakar, la quatorzième édition de la Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales (Fiara) a accueilli, comme chaque année en mars, plusieurs centaines de

producteurs ouest-africains venus faire la promotion de leurs produits. Figuraient également en bonne place les pots de lait caillé vendus par les femmes sénégalaises de l'association du Directoire des femmes en élevage (Dinfel). « Notre groupement de femmes éleveuses est né en 2003.

“ Les producteurs qui alimentent le marché mondial bénéficient de soutiens publics. Nous ne jouons pas à armes égales ”

Bagoré Bathily, de la Laiterie du Berger

Aujourd'hui, nous sommes 25 000 et nous avons été formées pour pouvoir transformer et commercialiser notre lait dans tout le pays », explique Oumou Khaïry Diallo, la présidente. Grâce à l'appui des services agricoles de l'Etat, ce réseau de femmes, passé de cinq à cinquante laiteries, s'est peu à peu structuré et modernisé. « *Au départ, les femmes faisaient du porte-à-porte, une bassine posée sur la tête, pour vendre leur lait. Le ministère les a formées à la fabrication de lait caillé, mais aussi de yaourts et de fromages artisanaux, dans le respect des normes d'hygiène »,* se félicite Famara Sarr, chef du bureau du lait au ministère de l'Elevage. Les femmes du Dinfel ont appris à maîtriser la chaîne du froid, de la traite jusqu'à la commercialisation finale. Résultat : leurs produits se retrouvent aujourd'hui dans de nombreuses boutiques de la capitale et au-delà.

Le Sénégal est, depuis les années 1970, un grand importateur de produits laitiers. En 2000-2002, ses importations - de poudre essentiellement - se montaient à 240 000 tonnes d'équivalent lait, tandis que la production nationale était estimée à 127 000 tonnes. Aujourd'hui, l'écart se réduit progressivement : sur la période 2000-2010, si les importations ont augmenté de 5,4 %, la production nationale a quant à elle progressé de 42,5 %. C'est le résultat de la volonté du pays de réduire sa dépendance alimentaire et de développer les filières locales.

Intégrer les éleveurs isolés

Dans le sud du Sénégal, à Kolda (à 670 kilomètres de Dakar), la laiterie Le Fermier produit, depuis 1997, du lait pasteurisé, du lait caillé, des yaourts, des fromages et de l'huile de beurre pour approvisionner les marchés de Ziguinchor, en Casamance, et la zone touristique de Mbour. A la tête de sa minilaiterie de huit employés, Ibou Fall, un ancien technicien de la Société nationale de commercialisation des oléagineux du

Sénégal (Sonacos), voulait à l'origine « *lutter contre l'exode rural en créant des emplois* ». Aujourd'hui, il collecte quotidiennement 500 litres de lait auprès d'une trentaine d'éleveurs de Casamance. Il regrette cependant de ne pas avoir les moyens d'investir dans une nouvelle yaourtière – estimée à 9 000 euros – et une chambre froide, ce qui lui permettrait d'acheter les surplus de production de ses fournisseurs durant la saison des pluies, entre juillet et octobre.

De son côté, la Laiterie du Berger, dont le siège est à Dakar, a atteint une taille industrielle. Créée en 2006 par un jeune vétérinaire, cette entreprise assure à la fois la collecte, la production et la distribution de ses produits. « *Nous vendons environ six*

Sénégal

- Population* : 13,3 millions
- PIB** : 14,4 milliards \$
- Croissance du PIB** : 4,0 %
- Espérance de vie à la naissance* : 59,3 ans
- Mortalité infantile* : 46,7 ‰
- Classement IDH* : 154^e sur 187

* En 2011 ; ** estimation 2013
Sources : FMI, Banque mondiale, Pnud



tonnes de yaourts par jour », assure Bagoré Bathily, directeur général de cette entreprise dont le chiffre d'affaires avoisine les 2 millions d'euros, avec une progression « *de l'ordre de 30 % par an* ». Une belle performance dans un contexte où il est difficile d'affronter la concurrence du lait importé. « *Les producteurs qui alimentent le marché mondial bénéficient de soutiens publics, rappelle Bagoré Bathily. Nous ne jouons pas à armes égales. Et nous avons ici de nombreuses difficultés, comme les coupures fréquentes d'électricité.* »

Malgré ces contraintes, la Laiterie du Berger tente, avec l'appui du Gret, une organisation non gouvernementale (ONG) de développement, d'élargir la zone de collecte autour de son usine

de Richard Toll, au nord du pays, à des populations d'éleveurs très éloignées et qui restent aujourd'hui marginalisées faute de débouchés. Ainsi, deux ou trois équipes sillonnent des pistes sablonneuses pour collecter en moyenne 1 500 litres de lait par jour auprès d'éleveurs peuls vivant dans des fermes isolées. Pour ces groupes installés dans un environnement aussi aride, fournir ce volume – voire l'augmenter, ce qui rentabiliserait d'autant la collecte – est une gageure. D'autant que lorsque les pâturages viennent à manquer, les pasteurs quittent la région, privant ainsi l'usine locale de sources d'approvisionnement. « *Cette instabilité concerne près de la moitié des éleveurs qui fournissent notre usine de Richard Toll* », indique Mouda Ba, le responsable de la collecte.

Multiplier les vaches à lait

Pour sécuriser son approvisionnement, la Laiterie du Berger a donc décidé de fournir les éleveurs en fourrage. L'idée est de leur vendre des pailles de canne à sucre durant la saison sèche. Six dépôts devraient prochainement voir le jour. Cette initiative entre dans le cadre du projet Astel, toujours soutenu par le Gret, qui vise à renforcer les capacités de production des éleveurs laitiers. « *Nous voulons prouver que la petite agriculture familiale est capable de nourrir le Sénégal* », souligne Guillaume Bastard, le représentant de cette association.

Le développement de la filière laitière passe par un soutien aux éleveurs, qui aujourd'hui fait largement défaut. Ces derniers ne bénéficient d'aucune aide du gouvernement, excepté, depuis quelques années, des campagnes d'insémination artificielle afin d'améliorer la performance du cheptel. « *De 3 000 vaches inséminées par an, nous sommes passés à 30 000* », se félicite Famara Sarr, le directeur du bureau du lait au ministère de l'Élevage. Et d'assurer : « *Ces races croisées sont beaucoup plus productives que les races locales.* » Du côté des éleveurs, représentés au sein du Conseil national des maisons des éleveurs, on se montre dubitatif : « *Nous ne connaissons pas ces races croisées et nous ne sommes pas certains qu'elles soient vraiment adaptées à nos conditions climatiques.* » ■

BINETA DIAGNE (À DAKAR)

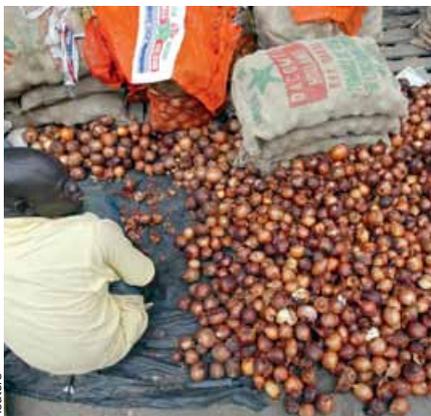
Cet article a été publié dans « L'Afrique qui bouge », hors-série d'Alternatives Internationales n° 13, mai 2013, disponible sur www.alternatives-internationales.fr

DAKAR S'OCCUPE AUSSI DE SES OIGNONS

L'oignon sénégalais est en pleine forme : en dix ans, la production nationale a été multipliée par près de sept. Cet ingrédient de base que l'on retrouve dans tous les plats constitue désormais la troisième culture du pays (en volume), après le riz et l'arachide. « *Nous sommes passés de 1 500 hectares de terres cultivées en 2003 à plus de 4 000 aujourd'hui* », constate un agronome de la Société nationale d'aménagement et d'exploitation des terres du delta du fleuve Sénégal (Saed).

A l'extension des surfaces et à la hausse des rendements s'ajoute la création d'unités de stockage qui ont permis de mieux conserver les oignons. Ensuite, les agriculteurs ont été formés aux normes de qualité. Selon cet agronome de la Saed, les producteurs « *respectent désormais les recommandations techniques en matière de calibrage, de période de semis et d'ensachage* ». Surtout, pour stimuler la production locale, l'Agence de régulation des marchés (ARM) a imposé depuis 2003 un gel des importations durant la période de commercialisation de l'oignon national, de février à août.

Le système n'est pas parfait pour autant : les importateurs étant autorisés à écouler les stocks peu avant le début de la fermeture des frontières, l'oignon local continue, en début de campagne, de subir la concurrence de l'oignon importé (des Pays-Bas essen-



Vente d'oignons sur un marché de Dakar.

La production sénégalaise est passée de 40 000 tonnes en 2003 à 250 000 tonnes 2012.

tiellement). « *Cette année, il y a encore de la cohabitation, reconnaît Amadou Abdoul Sy, le directeur général de l'ARM. Résultat : les paysans écoulent en début d'année leur production dans les régions, avant de pouvoir atteindre la capitale.* » Il n'empêche : grâce au contrôle des importations, le rapport de force entre producteurs sénégalais et européens s'est inversé. En 2003, le Sénégal produisait 40 000 tonnes d'oignons et en importait 60 000. En 2012, il en a produit 250 000 et en a importé 140 000. ■

CIRCUITS COURTS Rapprocher les champs des assiettes et promouvoir des modèles durables, c'est aussi un enjeu pour les pays du Nord. Des collectivités territoriales se lancent dans l'aventure.

LES VILLES ONT LA CLÉ DES CHAMPS

L'autosuffisance alimentaire, nouveau credo des villes françaises ? Vingt-sept d'entre elles, de Perpignan à Lille et de Rennes à Strasbourg, sont en tout cas réunies au sein du réseau Terres en villes (1), avec la ferme ambition de réconcilier politique urbaine et développement agricole local. Sous le nom de « Rennes Métropole, ville vivrière », les élus de l'agglomération bretonne ont, par exemple, défini un programme de relocalisation des productions agricoles, qui s'articule avec leur schéma de cohérence territoriale (Scot). Ces schémas d'urbanisme, rendus obligatoires par la loi Grenelle II de juillet 2010, visent à organiser et à maîtriser le développement urbain. Il s'agit en particulier de mettre un terme à l'étalement infini des villes qui, d'une part, allonge les déplacements et accroît

les émissions de CO₂ liées aux transports et, d'autre part, détruit la biodiversité en artificialisant davantage les sols au détriment des espaces agricoles ou boisés.

Préempter les terres agricoles

Pour contrer ce mouvement, mais aussi créer des emplois, « Rennes Métropole, ville vivrière » veut relocaliser ce qu'il y a dans les assiettes de ses habitants. Aujourd'hui, seuls 30 % des fruits et légumes consommés par les habitants sont produits à proximité. Il serait pourtant possible de couvrir les besoins de la ville en convertissant au maraîchage une partie des terres agricoles situées dans un rayon de quinze kilomètres, plutôt que de les laisser se transformer en terrains à bâtir. Actuellement, les exploitations des environs de Rennes font majoritairement de l'élevage. Elles



Jonathan Saulnier

représentent peu d'emplois et leur production équivaut à 180 % des besoins en viande et produits laitiers des habitants de la métropole. Depuis 2010, pour remédier à ce déséquilibre, le conseil général, en cheville avec la municipalité, préempte désormais des terres agricoles qui se libèrent autour de l'agglomération pour y installer de jeunes agriculteurs qui veulent se lancer dans l'agriculture biologique. Cinq d'entre eux ont déjà bénéficié de ce soutien. Ils profitent éga-

Les Amap, un modèle qui séduit aussi en Afrique

Installé depuis 2005 sur deux hectares dans la région de Koulikoro, au Mali, Oumar Diabaté, agriculteur et fondateur du Centre sahélien de formation et de recherche en agroécologie (CSFRA) a relevé un véritable défi : vivre du maraîchage bio. « *Je suis le premier au Mali à avoir créé une Amap, sourit-il. C'est le même système que chez vous en France : je suis en lien avec un groupe d'acheteurs de la capitale qui paient mes fruits et légumes d'avance et que je livre chaque semaine.* » Problème : les clients d'Ou-

Mali, Bénin, Togo..., les Amap font des émules en Afrique.



Aéli Lorent

mar sont principalement des Européens expatriés, au pouvoir d'achat élevé. Mais l'agriculteur reste convaincu qu'en produisant pour un marché plus large, il serait possible de livrer des légumes à meilleur prix.

Les Amap commencent d'ailleurs à faire des émules dans d'autres pays d'Afrique. A Cotonou, une association, Amap-Bénin, a vu le jour en 2008. En 2010, elle a aidé au lancement d'une structure similaire au Togo qui améliore déjà les revenus d'une centaine d'agriculteurs. ■



demain pourront accueillir des producteurs de fruits et légumes.

Convaincre

« Si la chambre d'agriculture partage avec nous ces grandes orientations, il faut convaincre les producteurs de se convertir au bio. Car malheureusement, ils sont encore majoritairement dépendants d'un modèle qui leur a été imposé », déplore Antoine Maurice. Il faudra aussi qu'évo- luent les habitudes des consommateurs, tiraillés entre leur envie de manger plus sain et le souci de leur portefeuille. « Le bio ne coûte pas plus cher si on arrive à augmenter les volumes et à élargir les circuits de distribution au-delà des Amap », juge Antoine Maurice. A cette fin, Toulouse comme Rennes ont décidé d'amorcer la pompe en pratiquant une politique d'achat de produits locaux pour la restauration collective.

Le réseau hexagonal Terres en villes est également connecté à une vingtaine d'autres villes européennes poursuivant des politiques analogues. Les partages d'expériences à l'échelle de l'Union européenne se poursuivent sur le terrain de la recherche, où des équipes d'univer- sitaires de huit pays (Autriche, Bulgarie, Grèce, Allemagne, République tchèque, Royaume-Uni, France et Portugal) se sont associées dans le cadre du programme FarmPath (2), financé par l'Union.

Pour porter tous leurs fruits, ces ini- tiatives territoriales auront cependant également besoin d'engagements forts au niveau national et communautaire. Difficile autrement de tordre le bras aux grandes enseignes et aux entreprises agroalimentaires pour les amener à valo- riser davantage les produits issus d'une agriculture locale et durable. ■ L. E.

En France, nombre de grandes villes ont compris l'importance de développer l'agriculture périurbaine.

lement de la création, avec l'appui de la ville, de trois magasins dans lesquels ils livrent leurs produits.

Toulouse poursuit la même poli- tique. « Depuis 2008, nous avons divisé par deux le nombre d'hectares autorisés à la construction », se félicite Antoine Maurice, élu écologiste et vice-président de la commission environnement et développement durable de la commu-

Depuis 2008, nous avons divisé par deux le nombre d'hectares autorisés à la construction ”

Antoine Maurice, élu écologiste de Toulouse

nauté urbaine de Toulouse. Celle-ci privilégie désormais la densification du parc existant plutôt que la pour- suite de l'étalement urbain et promeut l'agriculture urbaine, en concertation avec la chambre d'agriculture. La communauté de communes a mis en place une régie dont la vocation est d'acquérir les terres libérées par les agriculteurs partant à la retraite et d'y installer des maraîchers qui auront la possibilité de vendre directement leurs produits sur le marché d'intérêt national (MIN) de Toulouse. D'autres projets sont en cours, comme la création d'un parc agricole urbain sur la commune de Pin-Balma ou la mise en valeur des berges de la Garonne en amont et en aval de la ville rose, aujourd'hui laissées en friche et qui

1. Voir sur www.terresenville.org

2. Voir « Farming Transitions : Pathways Towards Regional Sustainability of Agriculture in Europe » (www.farmpath.eu/fr).

NOURRIR AUTREMENT LA FRANCE EN 2050 : LE SCÉNARIO AFTERRRES

Comment répondre aux besoins de 72 millions de Français en 2050, soit 8 millions de plus qu'aujourd'hui, sachant que 60 000 à 70 000 hectares de terres arables disparaissent chaque année du fait de l'artificialisation ou de la dégradation des sols ? Tel est le casse-tête qu'a cherché à résoudre le bureau d'études Solagro dans son scénario baptisé « Afterres2050 ». Cette étude insiste logiquement sur la nécessité de limiter les gaspillages depuis le champ jusqu'à nos poubelles, en passant par les process industriels : ils représentent un tiers de la production agricole. Les auteurs plaident égale- ment pour une alimentation moins riche en viande et plus riche en protéines

végétales : actuellement, 80 % de la superficie agricole française sert à nourrir les animaux. Il faudra également privilégier des modes de production moins gourmands en énergies fossiles et plus respectueux de l'environnement.

Si les experts de Solagro n'envisagent pas une généralisation de l'agricul- ture bio, ils estiment qu'elle pourrait fournir 45 % de la production totale, le reste étant toutefois assuré par des pratiques largement inspirées de l'agroécologie. Bien entendu, dans cette vision de la France (durablement) verte de 2050, le pays sera autosuffisant mais devra renoncer à son rang de puissance agro-exportatrice. Ce qui ne serait pas une mauvaise chose en soi. ■

ENTRETIEN Pour l'agronome Marc Dufumier, les obstacles au développement de l'agroécologie sont moins techniques et économiques que politiques et idéologiques.

L'AGROÉCOLOGIE PASSE PAR UNE VOLONTÉ POLITIQUE



Arnaud Limon

Marc Dufumier*,
agroéconomiste, professeur
émérite à AgroParisTech

On assiste sur tous les continents à une multiplication des expériences s'inspirant de l'agroécologie. Peuvent-elles se généraliser au point de constituer une nouvelle norme ?

La multiplication de ces expériences montre que les modèles de production alternatifs économes en ressources naturelles et plus soucieux des écosystèmes ne sont pas des utopies. Ils permettent d'augmenter la production agricole à court terme dans les pays du Sud et de maintenir des rendements relativement élevés dans les pays du Nord. Personne ne le conteste, même si la recherche doit encore faire des progrès pour mieux comprendre, par exemple, les interactions entre le sol et les plantes ou entre les insectes ravageurs des cultures et leurs ennemis naturels.

Il est possible d'élargir toutes ces pratiques, mais à certaines conditions. Elles sont en effet liées à des territoires et à leurs spécificités, et il est nécessaire d'en tenir compte : il n'y a pas, comme dans l'agriculture conventionnelle, de solution standard. Il faut par ailleurs être conscient que, contrairement au modèle dominant, l'agroécologie repose sur des systèmes artisanaux, intensifs en main-d'œuvre. Les économies d'échelle y sont donc limitées. En augmentant l'offre, il est certes possible de réduire les coûts de collecte et de trans-

port, mais pas les coûts de production eux-mêmes. Faire que ces expériences fassent système suppose donc des prix rémunérateurs pour les agriculteurs.

Contribuables et consommateurs du Nord sont-ils prêts à payer plus pour une agriculture durable ?

Il faut tout d'abord examiner sur quoi reposent les prix. Si les produits de l'agriculture conventionnelle sont si bon marché, c'est aussi parce qu'ils n'incorporent pas les coûts de ses impacts environnementaux et sanitaires, ce que l'on appelle les externalités négatives. En outre, une partie de ces externalités est déjà à la charge du consommateur ou du contribuable, comme le fait de devoir acheter de l'eau en bouteille ou de payer le ramassage des algues vertes sur les plages en raison de la pollution par les nitrates.

Au Nord, de plus en plus de consommateurs sont finalement d'accord pour payer davantage afin de manger plus sain. Pour que tout le monde puisse avoir accès à des produits de meilleure qualité, nombre de villes misent aujourd'hui sur la restauration collective, subventionnant les agriculteurs engagés dans des modes de production alternatifs. Au Sud aussi, il faut un rééquilibrage entre les villes et les campagnes en rémunérant mieux les paysans, même si cela doit se traduire par une hausse des prix alimentaires. Les consommateurs les plus vulnérables sont dans une majorité des cas des paysans chassés de leurs terres faute de pouvoir vivre de leur activité. S'ils bénéficient de prix plus élevés, ils pourront continuer à cultiver leurs terres. Dans tous les cas, au Sud comme au Nord, la généralisation des

« Nous avons face à nous deux bulldozers : les multinationales et les Etats, qui hésitent à changer leur fusil d'épaule »



D. R.

Importer du soja, comme le fait la France, pour produire de la poudre de lait vendue sur le marché mondial n'a aucun sens !

pratiques reposant sur l'agroécologie passe par la mise en place d'une politique de redistribution des revenus tant à l'échelle nationale qu'entre le Nord et le Sud.

Quelles seraient les priorités pour les pays du Sud ?

Le développement de l'agroécologie suppose une révision des règles du commerce mondial. Il faut que les pays du Sud puissent se protéger des importations à bas prix pour produire eux-mêmes ce dont ils ont besoin, sans être concurrencés par des produits reposant sur des pratiques non durables et que subventionnent les pays riches. Importer, comme la France, du soja brésilien pour produire de la poudre de lait vendue sur le marché mondial ou de la viande pour répondre à la demande des consommateurs chinois n'a aucun sens ! Ces changements demandent une volonté politique indéniable et ne sont possibles que si un nouveau rapport de force se met en place. Nous avons face à nous deux bulldozers : les multinationales et les Etats, qui hésitent à changer leur fusil d'épaule. Les tenants de l'agroécologie n'ont pas encore gagné la guerre, mais ils ont déjà apporté, à petite échelle certes, des réponses crédibles pour sortir de l'impasse où nous conduit le modèle dominant. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR L. E.

* Auteur notamment de *Famine au Sud, malbouffe au Nord. Comment le bio peut nous sauver*, Nil, 2012.

La Semaine de
la solidarité
internationale
www.lasemaine.org

Du 16 au 24 novembre 2013 - 16^e édition

Du 16 au 24 novembre 2013,
allons « DroitS à l'essentiel » !

La solidarité internationale est la réponse aux maux qui questionnent nos sociétés. **Soyez les bâtisseurs du monde dans lequel vous voulez vivre** et rejoignez les 500 000 personnes qui participent aux 7 000 animations organisées partout en France et forcément prêt de chez vous.

+++ Plus d'info et programme des animations locales sur www.lasemaine.org +++

La Semaine de la solidarité internationale est coordonnée par le CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement) et animée par :



Et par : Amnesty International France, FSU - Fédération Syndicale Unitaire, Peuples Solidaires, RADSI - Réseau Aquitain pour le Développement et la Solidarité Internationale.

Avec le soutien de :



Le photographe humaniste REZA parraine la 16^{ème} édition de la Semaine

Rendez-vous du 15 au 20 novembre sur le Parvis de l'Hôtel de ville de Paris pour découvrir l'exposition « DroitS à l'essentiel » et 7 portraits inédits d'ambassadeurs de solidarité internationale parmi 21 clichés de l'artiste !



ALIMENT TERRE
FESTIVAL
DE FILMS
DOCUMENTAIRES

Des images et des mots sur les désordres alimentaires du monde

www.festival-alimenterre.org



Coordonné par :
le Comité Français pour
la Solidarité Internationale
www.cfsi.asso.fr

Avec le soutien de :



En partenariat avec :



Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Agence française de développement, du ministère des Affaires étrangères et de la Fondation Léa Nature Jardin Bio. Son contenu relève de la seule responsabilité de CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Agence française de développement, du ministère des Affaires étrangères et de la Fondation Léa Nature Jardin Bio.

C A M P A G N E

ALIMENT TERRE



Nourrir le monde avec une
agriculture familiale durable
www.alimenterre.org



ALIMENTERRE : une
campagne coordonnée par
le Comité Français pour
la Solidarité Internationale

www.cfsi.asso.fr

Avec le soutien de :



En partenariat avec :

